

LES RESSORTS DE L'INDÉPENDANTISME ÉCOSSAIS



© Adobe Stock

■ AZILIZ GOUZ

Chercheuse associée, identité européenne et symbolisme politique, Institut Jacques Delors, Paris.

INTRODUCTION ■

Le 6 mai 2021, les indépendantistes du SNP [Scottish National Party] sont arrivés largement en tête des élections législatives écossaises. En remportant 64 sièges sur les 129 que compte le Parlement de Holyrood, à un doigt de la majorité absolue de 65 sièges, le SNP s'est assuré une quatrième législature à la tête de l'Écosse. Avec l'appoint des huit sièges gagnés par les écologistes écossais, également favorables à la séparation d'avec le Royaume-Uni, le « camp indépendantiste » se trouve dans une position de force inédite face à Londres. Ces résultats ont immédiatement été interprétés par Nicola Sturgeon – leader du SNP et Première Ministre de l'Écosse depuis 2014 – comme un « oui » retentissant à

la demande adressée aux électeurs en préambule de son manifeste de campagne¹, à savoir l'octroi de leur « permission » à la tenue d'un référendum sur l'indépendance, une fois passée la pandémie de Covid 19. Dans ses premières allocutions au lendemain du scrutin, Nicola Sturgeon a pris soin d'affirmer que ce référendum était « la volonté du peuple écossais » et non un simple dessein partisan, voire personnel. C'est donc forte de ce mandat démocratique que la première dame écossaise aborde la mission historique que s'est donnée son parti : celle de mettre fin à l'union entre l'Angleterre et l'Écosse, scellée il y a plus de trois siècles, en 1707.

1. *Scotland's Future*, Manifeste du SNP, 2021.

Comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer cette divergence de trajectoires entre l'Écosse et l'Angleterre ? Car c'est bien dans une atmosphère de croisée des chemins entre deux ordres de valeurs irrécyclables que se sont déroulées les élections de mai. Les indépendantistes ont déployé une grammaire quasi-manichéenne pour enjoindre les Écossais à choisir la société dans laquelle ils aspirent à vivre – soit une Écosse social-démocrate et européenne soit la Grande-Bretagne néo-libérale du Brexit. Brexit dont il faut rappeler qu'il avait été rejeté par 62 % des votants écossais lors du référendum de 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. L'hégémonie acquise par le SNP peut sembler confondante, dans le bastion travailliste qu'était encore l'Écosse jusqu'au début des années 2000, et alors même que la dévolution mise en œuvre à partir de 1999 par le gouvernement de Tony Blair était sensée offrir un débouché pacificateur aux revendications des nationalistes, en transférant d'importants pouvoirs décisionnels du Parlement de Westminster à une assemblée écossaise élue au suffrage universel. Et cette hégémonie est d'autant plus spectaculaire que l'indépendantisme est un phénomène récent en Écosse. Contrairement à l'Irlande voisine, qui gagna son indépendance à la force des armes en 1921, l'Écosse s'est longtemps satisfaite de sa position avantageuse dans la grande entreprise impérialiste britannique. La cause autonomiste y est certes ancienne mais, jusqu'au milieu du XX^e siècle, elle a plutôt été pensée dans le cadre d'un maintien de l'union politique avec l'Angleterre. Ce n'est qu'à partir des années 1960-70 – et, surtout, sous l'aiguillon du thatchérisme pendant la décennie 1980 – qu'une forme plus radicale de nationalisme s'est épanouie en Écosse, visant explicitement à la création d'un État indépendant. Le mouvement a pris un véritable essor depuis quinze ans, jusqu'à obtenir de Londres la tenue d'un premier

référendum sur l'indépendance en 2014, perdu à 45 % contre 55 % des voix. La défaite de 2014 n'a pourtant pas enrayer la séduction de l'idée indépendantiste : galvanisé par le Brexit, le nationalisme est devenu, pour la première fois dans l'histoire de l'Écosse, un mouvement de masse, qui mobilise des cohortes de militants et d'associations, alimente une myriade de forums et de communautés « en ligne » et bénéficie désormais d'une audience suffisante pour disposer de son propre quotidien, *The National*.

Ce papier propose un décryptage de cette version « séparatiste » du nationalisme écossais, portée par le SNP depuis sa création en 1934. Nous y précisons les principaux ressorts du projet nationaliste contemporain tout en nous attachant à éclairer les développements historiques et intellectuels qui ont présidé à l'avancement de ce projet. La montée en puissance du SNP en l'espace de quelques décennies est en effet indissociable du riche travail d'élaboration idéologique accompli par un petit nombre d'intellectuels « rattachés à la cause ». Leur critique virulente de l'État britannique et de la place de l'Écosse en son sein a largement contribué à façonner l'agenda nationaliste du SNP comme un projet politique « progressiste », arrimé à un horizon émancipateur de justice sociale, plutôt qu'à une entreprise de réparation historique et culturelle. Nous nous pencherons donc successivement sur les deux piliers de ce que certains commentateurs ont qualifié de « populisme de gauche », à savoir 1) un programme de réforme social-démocrate qui plonge ses racines dans le traumatisme infligé à l'Écosse industrielle par les gouvernements de Margaret Thatcher ; et 2) une vision de la démocratie et de la souveraineté populaire qui puise aux sources des spécificités de la tradition constitutionnelle écossaise.

1 ■ L'économie politique du SNP

Le programme présenté par le SNP aux législatives écossaises du printemps 2021, sur fond de crise sanitaire, se distingue par un souci des besoins fondamentaux de la population écossaise en matière de santé et de soins, d'éducation, de logement, d'alimentation, mais aussi par une ambition transversale d'égalité, tant sociale que territoriale, ainsi que par l'affichage d'une inflexion résolue vers l'écologie, le féminisme et l'hospitalité envers les réfugiés. Nous présentons ici quelques-unes des mesures emblématiques du projet politique porté par le SNP, avant d'examiner les racines idéologiques de cette « grammaire de gauche » devenue la langue vernaculaire des nationalistes écossais en ce début du XXI^e siècle.

1.1 ■ Plaidoyer pour une « société bonne » fondée sur la bienveillance, l'empathie et l'équité

La vidéo promotionnelle diffusée par le SNP en amont du scrutin de mai, intitulée « *Scotland's Future is Scotland's Choice* »,² offre une parfaite mise en abyme de l'atmosphère de la campagne. On y voit l'actrice Neila Stephens – longs cheveux auburn et sobre tenue de chemise en jean rose pâle sur pantalon gris – assise dans une pièce sombre. Sur fond de musique angoissante, elle évoque l'épreuve de la pandémie et les attaques du gouvernement conservateur : « *Ça a été dur, cette année. La pandémie de Covid. L'inquiétude, la peur... Alors, une question : le gouvernement britannique se soucie-t-il de vous ? Ce gouvernement pour lequel l'Écosse n'a pas voté, dont nous ne pouvons qu'abhorrer la philosophie et les politiques. La réduction des aides aux handicapés. La pauvreté alimentaire. La baisse des impôts pour les riches. Et pour nous autres ? L'austérité.* » Viennent ensuite l'évocation du Brexit, la trahison des générations futures, l'abandon des pêcheurs. Puis soudain, après la question – « *qui prendra soin de nous ?* » – l'ambiance sonore change, faisant affleurer des notes d'espoir en même temps

qu'apparaît le visage de Nicola Sturgeon, dupliqué sur une multitude d'écrans de télévision. Suit une série d'allusions au « travail acharné » du gouvernement écossais pour nos frères et nos sœurs, nos pères et nos mères, nos grands-pères et nos « mamies », avant l'injonction finale à voter pour l'indépendance – à faire « *les premiers pas vers une nation juste* » – et la dernière image : celle d'un petit enfant se lançant sur ses jambes, chancelant, mais avec une jubilation manifeste.

Il est intéressant de relever que le mot le plus prononcé par Neila Stephens dans cette vidéo – après celui d'« Écosse » – est le mot « *care* ». Difficilement traduisible en français, ce terme mêle en anglais des connotations d'attention, de soin, et de souci bienveillant. Dire du gouvernement de Boris Johnson – « *they don't care* » – dénote à la fois une indifférence aux intérêts spécifiques de l'Écosse, mais aussi une incapacité chronique de sollicitude empathique. À ce défaut éthique, sont opposées les vertus politiques de Nicola Sturgeon, dont le profil public a été construit dans cette campagne autour des notions de compassion et de bienveillance. Ce style politique n'est pas sans rappeler celui d'autres Premières ministres de petits pays zélés en matière sociale, telles Jacinda Ardern en Nouvelle Zélande, Katrín Jakobsdóttir en Islande, ou encore Sanna Marin en Finlande. Il est d'ailleurs significatif que l'Écosse anime avec ces trois pays le réseau des « Gouvernements de l'économie du bien-être » [« *Wellbeing Economy Governments* »]³. Les relations entre cette nouvelle génération de femmes de pouvoir et l'émergence du « *care* » comme catégorie politique est un sujet passionnant, mais qui déborde le cadre de notre papier. Pour ce qui concerne Nicola Sturgeon, il est certain que ce registre du « *care* » a résonné puissamment avec un électorat écossais en prise avec la pandémie de Covid 19. La santé est une « compétence dévolue » en Écosse. Nicola Sturgeon, qui a été Ministre écossaise de la santé entre 2007 et 2012, a fait de la réponse à la crise sanitaire une affaire personnelle, donnant plus de 200 briefings télévisés au fil des mois. Et quand bien même le

2. SNP Website, "Watch Our New Party Political Broadcast: Scotland's Future Scotland's Choice", 6 avril 2021.

3. Scottish Government website, "Wellbeing Economy Governments (WEGo)".

taux de mortalité lié au Covid en Écosse est analogue à celui des autres régions britanniques, un sondage a montré que 78 % des Écossais approuvaient la gestion de la crise par leur Première Ministre, contre 34 % pour Boris Johnson.⁴

Il n'est donc pas fortuit que la santé et le statut du National Health Service (NHS) aient figuré au premier rang du programme porté par le SNP aux élections de mai 2021. Programme qui, notons-le, pouvait aussi bien être lu, écouté ou visionné en gaélique, en braille et en langue des signes (BSL). S'il est impossible de restituer ici la totalité des propositions contenues dans ce document de 70 pages, il est néanmoins utile d'en extraire quelques marqueurs caractéristiques de l'économie politique portée par les nationalistes écossais. En matière de santé, aux côtés d'une réaffirmation du rôle primordial du NHS et la promesse d'augmenter de 4 % les salaires de son personnel (là où les Tories proposent une hausse de 1 %), figure une série de mesures dénotant une attention particulière aux expériences individuelles de la pandémie. On y trouve notamment un « plan quinquennal de lutte contre l'isolement » et un engagement à mettre en œuvre « la loi d'Anne » (du nom d'une femme atteinte de démence, dont la fille avait interpellé Nicola Sturgeon sur la nécessité d'autoriser l'accès des proches aux maisons de retraite). Priorité est également donnée à l'égalité des chances, via l'investissement dans l'éducation et la petite enfance (un enfant sur quatre vit sous le seuil de pauvreté en Écosse). L'une des toutes premières décisions du SNP en arrivant au pouvoir avait été d'abolir les frais d'université : cet engagement est reconduit ; s'y ajoutent la fourniture de repas gratuits à tous les écoliers, le rehaussement de « l'aide à l'achat d'uniforme » et le doublement des allocations familiales. Le gouvernement dévolu contrôlant 60 % des dépenses publiques en Écosse, le SNP propose par ailleurs un grand plan – très classiquement keynésien – d'investissement de £33 milliards dans les infrastructures. Le rôle de la puissance publique dans la gestion des « biens communs » se voit aussi réaffirmé, à travers la renationalisation du rail écossais, la

sanctuarisation du statut de service public gratuit du NHS et l'ouverture d'un droit de préemption des collectivités locales sur les transactions de terres agricoles. D'autres idées ressortent plutôt d'une « politique des identités » (« *identity politics* ») devenue le cheval de bataille d'une partie du camp progressiste (« *liberals* ») dans le monde anglo-saxon : les droits des personnes LGBT sont résolument affichés, les thérapies de reconversion sexuelle appelées à être bannies, et la condition féminine est abordée sans tabou, au travers du prisme de la précarité menstruelle et de l'affliction des fausses-couches. Certaines mesures « identitaires » en appellent quant à elles à des idiosyncrasies plus locales, telles les propositions pour renforcer l'enseignement en immersion du gaélique et la batterie de politiques à destination des îles et des highlands, creusets de l'imaginaire écossais.

Enfin, l'ensemble du programme est traversé par une ambition très forte en matière de transition écologique. Bien décidé à positionner l'Écosse en leader mondial de la lutte contre le changement climatique lors de la COP26 de Glasgow, en novembre 2021, le SNP s'engage à atteindre la neutralité carbone en 2045, *i.e.* avec une avance de cinq ans sur le reste du Royaume-Uni. Les mesures de transition écologique sont donc présentes dans toutes les rubriques du programme, depuis la distribution de vélos aux enfants des familles les plus modestes, jusqu'à la décarbonation de la flotte de ferries publics et du chauffage d'un million de logements d'ici 2030, en passant par la reconquête de la biodiversité, avec un rôle particulier assigné à la restauration des tourbières et des forêts. Le SNP s'attache avant tout à présenter ce basculement vers une « économie verte » comme une « transition juste », créatrice de nouveaux emplois et embarquant toutes les catégories sociales grâce à des dispositifs de formation et de requalification professionnelle. Ce souci de tenir ensemble l'urgence écologique et l'impératif de justice sociale dans un programme de transformation « social-écologique » est explicitement arrimé à une volonté d'« éviter les erreurs du passé, qui virent les ouvriers de la

4. Ipsos, "Four In Five Scots Say Nicola Sturgeon Has Handled The Coronavirus Outbreak Well", 26 mai 2020.

métallurgie et les mineurs, leurs familles et leurs communautés, abandonnés pendant la désindustrialisation des années 1980-90 »⁵. C'est vers ces événements passés et leur incidence sur la maturation du nationalisme écossais que nous nous tournons à présent.

1.2 ■ Généalogie d'une grammaire de gauche

Ce ne sont ni les batailles médiévales des *chieftains* sur les marches anglo-écossaises, ni l'Union de 1707, ni les Lumières écossaises, ni quelque autre de ces figures historiques tapissant notre imaginaire culturel de l'Écosse qui fondent les origines du nationalisme écossais contemporain. Comme l'a bien montré Ben Jackson dans son ouvrage *The Case for Scottish Independence*,⁶ il a fallu attendre l'effervescence idéologique, culturelle et sociale de la fin des années 1960 pour que la cause de l'indépendance prenne véritablement son essor en Écosse. Et c'est dans la période suivante, sous les coups de boutoir des réformes thatchériennes, que cette cause a acquis la maturité idéologique qui la caractérise aujourd'hui, comme une alternative de gauche au projet néo-libéral des gouvernements de Londres.

Nonobstant la puissance de la grille de lecture anti-impérialiste pour toutes les nations du monde qui secouèrent les chaînes du colonialisme au XX^e siècle, les intellectuels organiques du nationalisme écossais n'ont jamais cédé à la tentation de placer l'Écosse parmi les « damnés de la terre »⁷. Ils se sont attachés, au contraire, à mettre en lumière la part active prise par les Écossais à la grande œuvre impériale britannique, soulignant la corrélation entre l'effritement de l'Empire et la montée d'un sentiment séparatiste

en Écosse. Autrement dit, aussi longtemps que l'Empire a servi les intérêts écossais, nulle contestation sérieuse de l'union ne s'est faite jour en Écosse. Ce constat a été exprimé sans ambages par George Reid, l'un des pères du nationalisme écossais contemporain : « *Nous autres, Écossais, occupions une position privilégiée aux jours de la grandeur impériale. Nous étions à la fois écossais et britanniques. Nous administrons les docks de Hong Kong, le système judiciaire du Pendjab et tenions des soupers de Burns*⁸ *par des températures de 102°F en Inde. Ces jours sont révolus ; ces possibilités ne nous sont plus ouvertes. Nous restons à la maison. Les jeunes Écossais en Écosse aujourd'hui regardent la décrépitude et la négligence alentour, et ils ne sont pas prêts à tolérer ces conditions.* »⁹ Malgré cette perception naissante d'une bifurcation d'intérêts entre l'Écosse et le Royaume-Uni, traduite notamment dans la rupture avec l'unionisme qu'a constitué la fondation du SNP en 1934, le nationalisme écossais a peine à émerger électoralement dans les décennies 1940-50. Les années d'après-guerre virent plutôt une renaissance du socle de l'union sous la forme de l'État providence travailliste. Alors que faiblissaient d'autres cadres de l'identité britannique – l'Empire, nous l'avons dit, mais aussi le Protestantisme et, avec le temps, la mémoire vive de la guerre – c'est l'activisme de l'État central qui a largement contribué à relancer l'industrie écossaise et à ouvrir de nouveaux horizons aux classes ouvrières, à travers l'accès à l'éducation, à la santé et à des logements salubres. Cet unionisme de l'intervention étatique a cependant été considérablement fragilisé lorsque le compromis social-démocrate de l'après-guerre s'est avéré impuissant à résoudre les vicissitudes de l'économie britannique dans les années 1970 (jusqu'à devoir recourir au FMI, en 1976).

5. *Scotland's Future*, Manifeste du SNP, 2021, p. 68.

6. Ben Jackson, *The Case for Scottish Independence. A History of Nationalist Political Thought in Modern Scotland*, Cambridge University Press, 2020.

7. Frantz Fanon, *Les Damnés de la Terre*, Éditions Maspéro, 1961.

8. N.d.A. Le souper de Burns est un dîner qui réunit de nombreux Écossais à travers le monde chaque 25 janvier, jour anniversaire de la naissance du poète écossais Robert Burns. Le cérémonial suit un ordre strict : le dîner est ouvert par un joueur de cornemuse ; on y sert du whisky et du haggis, plat célébré par Burns dans son « Ode au haggis ».

9. George Reid, Hansard, C.C., *Debates*, fifth series, vol. 922, col. 1359, 1976 (cité dans Ben Jackson, *The Case for Scottish Independence*, p. 62).

La première percée électorale du SNP s'est produite en 1964, avec la victoire de Winnie Ewing à l'élection partielle de Hamilton. Le manifeste du parti rédigé par Billy Wolfe en cette même année affiche une inflexion social-démocrate modérée, tout en restant tributaire d'un souci de rassembler *tous* les Écossais, sans distinction de classe ni d'appartenance partisane, dans un combat commun pour la libération nationale. C'est pourtant dans cette décennie 1960 que le SNP s'est trouvé pénétré par l'efflorescence politique de l'époque, et progressivement porté vers des positions nettement plus radicales que celles de ses fondateurs. Le parti est ainsi devenu le creuset d'un rapprochement entre l'horizon indépendantiste et le socialisme, sous la houlette d'écrivains, d'intellectuels et de militants politiques d'obédiences variées. Certains, comme Jim Sillars, issu du syndicalisme travailliste, convaincus de la nécessité de gagner l'adhésion des ouvriers en ranimant l'héritage du Labour de 1945. D'autres, tels Tom Nairn, Neal Ascherson ou Perry Anderson évoluant dans l'orbite de la « Nouvelle Gauche », beaucoup plus critiques des accommodements du travaillisme avec une tradition parlementaire britannique selon eux « sclérosée »¹⁰. Cette deuxième famille d'intellectuels, tout aussi sévère avec le travaillisme qu'avec le soviétisme, venait plutôt d'une tradition marxiste hétérodoxe : Ascherson était un admirateur de la Pologne de *Solidarność* ; Nairn, qui avait vécu en Italie et développé des liens avec le Parti Communiste Italien, a été l'un des passeurs de la pensée d'Antonio Gramsci en Grande-Bretagne. Contributeurs réguliers de la *New Left Review*, dans le sillage de Raymond Williams, Stuart Hall et E.P. Thompson, ils fondaient leurs espoirs dans une forme plus radicale de démocratie locale, les coopératives et l'autogestion. Les contributions conjuguées de cette nouvelle génération de théoriciens nationalistes ont doté le SNP d'un solide corpus idéologique, dont certaines lignes de force – l'égalitarisme, la démocratie participative – subsistent aujourd'hui. Elle n'ont pourtant

pas suffi, dans la décennie 1970, à imposer l'alternative indépendantiste face au Labour Party et sa grammaire encore puissamment mobilisatrice de réformisme social et de représentation de classe.

C'est donc l'émergence du thatchérisme comme solution aux tensions économiques et sociales de ces années 1970 qui a galvanisé le sentiment nationaliste et fait émerger l'indépendance comme une alternative souhaitable pour l'Écosse. Le constat a été posé en des termes limpides par l'écrivain (et fils de mineur) William McIlvanney au Congrès du SNP en 1987 : « *Les gouvernements changent les vies – celui d'Attlee avait transformé les possibilités de vie pour des millions d'entre nous, tout comme celui de Thatcher est en train de saccager les vies d'une génération entière – alors nous ferions mieux de trouver le moyen de changer de gouvernement – et rapidement.* »¹¹

Les combats épiques menés dans les années 1980 par les syndicats écossais pour la survie des mines, de la construction navale, des usines de voiture et de la métallurgie en Écosse ont aussi contribué à la confluence entre identité de classe et sentiment national. La mémoire sociale de ces luttes reste prégnante en Écosse, y compris chez Nicola Sturgeon. Née en 1970, Sturgeon a grandi à Irvine, un ancien port transformé en « ville nouvelle » en 1966 pour y développer des industries et reloger les familles des bidonvilles de Glasgow. Nicola avait donc neuf ans lorsque Margaret Thatcher est devenue Première Ministre. Entre 1979 et 1981, 20 % des ouvriers de l'industrie écossaise ont perdu leur travail. En 1982, un quart de la population active d'Irvine était au chômage. Lors de la récente campagne électorale, Nicola Sturgeon a raconté dans les pages du magazine américain *The New Yorker* combien elle gardait « un souvenir oppressant de cette période, de cette sensation que si ton père perdait son travail, il n'en retrouverait pas d'autre, parce que le chômage était une sorte de condition terminale. » Sturgeon se rappelle aussi du sentiment que le thatchérisme était issu d'une autre planète : « *Il y avait quelque*

10. Cf. Tom Nairn, « The Nature of the Labour Party I », *New Left Review*, no.27, 1964, p. 44 : Le Labour « a adapté et transformé des traditions bourgeoises de troisième classe en des traditions socialistes de quatrième classe, en imposant à la classe ouvrière toute la médiocrité suffisante et le philistinisme creux de la petite bourgeoisie victorienne pieuse ».

11. William McIlvanney, « Stands Scotland Where It Did ? », Donaldson Lecture, 1987, p. 253, in *Surviving the Shipwreck*, Edinburgh, Mainstream, 1991.

chose de complètement étranger là-dedans, on écoutait cette voix aux accents très bourgeois parler de communautés comme la mienne. »¹² Ce sentiment d'étrangeté – le contraste entre la solidarité et l'entraide des communautés ouvrières assiégées d'une part et l'affirmation que « la société n'existe pas »¹³ de l'autre – a largement participé de l'instauration du thatchérisme en mythe fondateur du nationalisme écossais contemporain. L'altérité d'une Angleterre de droite travaillant à liquider les acquis sociaux de l'après-guerre était désormais flagrante. Ce faisant, le thatchérisme a aussi retiré une vieille écharde de la pensée nationaliste. Comme l'a observé Neal Ascherson, « l'icône de l'identité nationale reste inachevée sans la cicatrice d'une épée étrangère. » Le régime thatchérien a ainsi compensé le déficit de doléances historiques d'une Écosse dont les indépendantistes eux-mêmes reconnaissaient qu'elle avait plutôt tiré parti de l'Empire. À défaut d'une culture ancestrale à défendre, le SNP a pu se poser en rempart d'une culture social-démocrate menacée par le projet néo-libéral d'un gouvernement britannique sans base électorale en Écosse.

Ainsi donc, c'est un SNP galvanisé par la perception croissante d'une divergence de destins politiques entre l'Écosse et le Royaume-Uni qui envoya ses 33 premiers députés au nouveau Parlement de Holyrood en 1999. Revenus au pouvoir à Westminster en 1997, les travaillistes avaient conçu la dévolution comme une réponse aux revendications démocratiques écossaises (et une façon de couper l'herbe sous le pied des nationalistes) ; en réalité, la dévolution a plutôt raffermi la foi des indépendantistes dans leur capacité à accéder au gouvernement de l'Écosse. Le tournant du XXI^e siècle a surtout vu le SNP abandonner l'orthodoxie socialiste et les visions autarciques qu'il avait précédemment nourries. Les économistes attelés à examiner l'hypothèse d'une indépendance de l'Écosse en une ère nouvelle de globalisation financière et commerciale

ont aiguillé le parti sur la voie des politiques de l'offre, plus propice selon eux à la mobilité sociale et géographique, et plus adaptée aux évolutions de la société écossaise. Le principal artisan de ce tournant a été Alex Salmond, ancien économiste de la *Royal Bank of Scotland* et leader du SNP de 1990 à 2000, puis à nouveau de 2004 à 2014. Convaincu que la crédibilité économique était l'enjeu décisif pour rallier une majorité d'Écossais à la cause de l'indépendance – y compris le secteur privé et les classes moyennes – Salmond a fait de la compétitivité économique son cheval de bataille. Il s'est inspiré en cela de l'Irlande voisine, petit pays qui avait alors entrepris de jouer des taux de taxation sur les sociétés et de l'attraction des investissements directs à l'étranger pour tirer son épingle de la nouvelle donne globale. Salmond s'est efforcé de conjuguer cette inspiration irlandaise avec l'ambition sociale des pays scandinaves, objet d'admiration de longue date des nationalistes écossais. Aussi ambiguë qu'ait été cette synthèse, elle a permis au SNP de mobiliser une large coalition d'intérêts pour l'indépendance. Devenu Premier Ministre de l'Écosse après la victoire du SNP aux législatives de 2007, Alex Salmond s'est ainsi attaché à combiner efficacité économique et justice sociale. Tout en prenant soin, néanmoins, de situer son parti à la gauche du Labour (lequel avait subi une réforme idéologique encore plus marquée sous l'égide de Tony Blair et de Gordon Brown), et jouant de la tradition anti-militariste du SNP pour mieux marquer l'opposition de l'Écosse à la guerre en Iraq. La crise financière de 2008 et le retour au pouvoir des Tories en 2010 ont réveillé chez les nationalistes un rejet virulent de « l'austérité » imposée par Westminster. Onze ans plus tard – le Brexit ayant encore creusé l'écart, et Boris Johnson prestement endossé les habits de Margaret Thatcher dans le rôle de l'*arch-villain* – les Écossais regardent plus que jamais vers l'indépendance comme véhicule de la « société bonne » à laquelle ils aspirent.

¹². Sam Knight, « Nicola Sturgeon's Quest for Scottish Independence », *The New Yorker*, 3 mai 2021.

¹³. Cf. Margaret Thatcher, dans une interview à *Women's Own* en 1987 : « there's no such thing as society. There are individual men and women ».

2 ■ Démocratie et souveraineté à l'aune de la tradition constitutionnelle écossaise

Depuis trente ans, les partisans de l'indépendance écossaise n'ont cessé de pointer l'anomalie à voir l'Écosse régulièrement gouvernée depuis Londres par un parti, les Tories, que le peuple écossais n'a jamais élu. « *No Scottish mandate* » est devenu un lieu commun du discours nationaliste. Ce slogan traduit bien le hiatus démocratique que crée la divergence de trajectoires électorales entre l'Écosse et le reste de la Grande-Bretagne (l'Irlande du Nord étant un cas à part). Divergence que le référendum sur le Brexit a mise à vif. Cette question éminemment corrosive de la légitimité démocratique du gouvernement de Londres est le second pilier du séparatisme écossais. Adossé aux spécificités de la tradition constitutionnelle écossaise, cet argument démocratique se combine au canevas social-démocrate décrit ci-avant pour projeter l'indépendance comme le seul débouché viable aux aspirations de la société écossaise contemporaine.

2.1 ■ « Small is beautiful »¹⁴

L'indépendantisme écossais est l'enfant, nous l'avons montré, des nouveaux horizons sociaux, politiques et culturels ouverts par les « *long sixties* ». Il n'en demeure pas moins que les théories de la démocratie élaborées par les nationalistes dans la seconde moitié du XX^e siècle ont largement puisé aux sources de l'argumentaire construit par une génération plus ancienne. L'une des veines du discours contemporain sur les vertus de la démocratie participative et du civisme local peut ainsi être rattachée à la vision développée par les « proto-indépendantistes » d'avant-guerre. Dans les années 1920-30, les sympathisants du mouvement national écossais venaient principalement (et très marginalement) des rangs des cols blancs et petits commerçants presbytériens. Contrairement au flamboiement

culturel qui caractérisa la « renaissance irlandaise », les idées politiques de ces premiers nationalistes écossais reflétaient assez étroitement les préoccupations de leur milieu social. Le truculent poète Hugh MacDiarmid a décrit ces presbytériens comme « *une bande de bûches dépourvue d'inclination culturelle et sans le moindre talent personnel en matière intellectuelle ou artistique* ». Moins sévèrement, ces nationalistes d'avant-guerre étaient avant tout préoccupés par la revitalisation des communautés rurales écossaises – les petites propriétés, les petites villes, les petits commerces indépendants – et leur vision de l'indépendance s'enracinait dans une critique des organisations de masse, qu'elles soient socialistes ou capitalistes. Pour Archie Lamont, par ailleurs éminent géologue, « *la petite unité de gouvernement – qu'on l'appelle commune, ou soviet ou simplement conseil paroissial –, le cultivateur indépendant, le pêcheur, l'artisan – et non pas l'esclave salarié – sont les principaux agents de l'organisation de la liberté et de l'entreprise privée dans une démocratie nationale.* »¹⁵ Plutôt que les divisions de classe, ce sont donc les forces vives de la société écossaise et le sentiment communautaire qui constituaient le moteur politique de l'indépendance écossaise aux yeux de ces précurseurs du SNP.

Cette orientation communautaire et décentralisatrice a été largement reprise par le SNP aux deux premières décennies de sa création. Alors que l'Empire commençait à donner des signes de faiblesse, et qu'il devenait apparent que le XX^e siècle serait celui de la planification et de la centralisation étatiques, les nationalistes écossais se mirent à envisager l'indépendance de l'Écosse comme le moyen de préserver la liberté et la vie propre des communautés locales. Les théories du « crédit social » développées par le major Clifford Douglas s'inscrivent dans ce cadre, mais aussi, par exemple, le courant personnaliste, selon lequel les individus ne se réalisent pleinement qu'au travers de relations sociales actives avec leur communauté de base, ou encore le distributionnisme d'Hilaire Belloc et G.K. Chesterton,

14. Hugh MacDiarmid, *Cunninghame Graham: A Centenary Study*, Glasgow, Caledonian Press, 1952, p. 10.

15. Archie Lamont, *Small Nations*, Glasgow, William MacLellan, 1944, p. 78.

dont l'inspiration est manifeste dans la vision de la « démocratie de petits propriétaires » élaborée par Robert McIntyre, leader du SNP de 1947 à 1956. La génération suivante de nationalistes du SNP était, nous l'avons montré, nettement plus convaincue du bien-fondé des interventions de l'État central d'après-guerre dans le champ économique et social. Les indépendantistes des années 1960-70 ont néanmoins gardé de leurs prédécesseurs une préférence marquée pour la décentralisation du pouvoir vers les collectivités locales et une aspiration à des mécanismes renforcés de responsabilité démocratique. Cela est manifeste dans l'engouement pour l'autogestion et la critique de la bureaucratie étatique portés par la Nouvelle Gauche écossaise. Mais ce trait se retrouve également chez les nationalistes issus du courant « travailliste » du SNP. Selon Jim Sillars, par exemple, « *les Écossais restent attachés aux notions de sollicitude mutuelle et de solidarité communautaire* », non pas du fait de quelque supériorité morale, mais « *parce que [leur] histoire, [leur] expérience, la taille et l'homogénéité de [leur] société [les] ont rendu plus réceptifs aux notions de responsabilité, d'obligation envers la communauté, et au sentiment de solidarité qui en découle.* »¹⁶ Dans le contexte de dissolution du cadre impérial et de crise de l'identité britannique qui a caractérisé cette période, le nationalisme écossais a aussi pu être réinterprété comme une force *modernisatrice*, en phase avec les demandes émergentes de plus grand contrôle local sur les décisions d'un État central sclérosé et lointain. Cette idée selon laquelle les petits pays ont des lignes de communication plus courtes qui favorisent l'élaboration du consensus et l'efficacité des politiques publiques a trouvé un nouvel élan dans la période récente, avec la crise du Covid 19. De même, la vieille grammaire de la solidarité communautaire a acquis de nouvelles modulations à travers le langage du *care* déployé par Nicola Sturgeon comme contrepoint aux valeurs individualistes et élitistes de l'Angleterre voisine.

Enfin, il faut souligner que les nationalistes ont trouvé dans une certaine exégèse universitaire le moyen d'enraciner les « inclinations démocratiques » de la société écossaise dans une culture institutionnelle singulière. Une série de travaux universitaires publiés au fil du XX^e siècle se sont en effet attachés à montrer comment l'autonomie des institutions nationales écossaises, telle que préservée par le traité d'union de 1707 (notamment dans les champs du droit, de la religion et de l'éducation), avait favorisé l'éclosion en Écosse d'une culture plus égalitaire et communautaire que dans le reste du Royaume-Uni. L'étude de George Davie sur le système éducatif écossais, publiée en 1961 sous le titre *The Democratic Intellect*¹⁷, a eu une influence particulièrement décisive pour toute une jeune génération de nationalistes. Dans cet ouvrage, Davie défend l'idée selon laquelle le système d'enseignement écossais aurait, au cours des siècles, favorisé un recrutement plus ouvert à des étudiants issus d'une diversité de classes sociales que son pendant anglais. Surtout, Davie met au jour une tradition intellectuelle spécifique qui se serait épanouie dans les universités écossaises indépendantes, arrimée à un enseignement « généraliste et anti-utilitariste » et à une place primordiale de la philosophie. Il insiste sur les particularités de l'école philosophique du « *common sense* » qui s'est développée en Écosse aux XVIII^e et XIX^e siècles – sorte de troisième voie épistémologique entre l'empirisme radical de la tradition anglaise et le rationalisme continental. Dans cette lignée du « *common sense* », le savoir s'élabore dans un va-et-vient entre l'exercice de la raison individuelle et « *la communication intellectuelle et sociale avec "d'autres esprits"* ». Cette logique de dialogue démocratique et social aurait été propice, selon George Davie, à la formation en Écosse d'un système de contrôle et d'équilibrage [*check and balances*] du pouvoir des dirigeants et des experts. Les travaux comme ceux de Georges Davie ont participé de la création d'un mythe de « l'Écosse métaphysique » et constitué une source d'inspiration durable pour les théoriciens de l'indépendance écossaise.

¹⁶. Jim Sillars, *Scotland : The Case for Optimism*, 1986, p. 140.

¹⁷. George Davie, *The Democratic Intellect*, Edinburgh University Press, 1961 et *The Crisis of the Democratic Intellect*, Edinburg, Polygon, 1986.

Ils ont raffermi les fondations de la cause nationaliste en offrant une profondeur philosophique aux valeurs de solidarité communautaire et de participation démocratique aujourd'hui revendiquées par les indépendantistes. Ces aspirations démocratiques ont trouvé un second fil de justification, tout aussi puissant, dans l'exhumation d'une tradition de « souveraineté populaire » propre au développement constitutionnel de l'Écosse. C'est sur un examen de cet argument de la souveraineté populaire, tel qu'opposé par les nationalistes écossais au principe de la « souveraineté parlementaire », clé de voûte du système britannique, que nous clôturons notre analyse de l'indépendantisme écossais.

2.2 ■ Souveraineté populaire et post-souveraineté

Le question de la souveraineté est fondamentale à tout projet de création d'un nouvel ordre politique. Cette question a été déployée dans deux directions successives – et complémentaires – par les partisans de l'indépendance écossaise : tout d'abord en faisant ressortir les tensions entre la tradition écossaise de souveraineté populaire et celle britannique d'un pouvoir « absolutiste » du Parlement ; et ensuite en proclamant la fin de la souveraineté étatique et en célébrant les mérites d'un partage des compétences pour mieux faire valoir la crédibilité de la cause indépendantiste écossaise à l'heure de l'intégration européenne. Les années 1940 ont d'abord vu la montée en puissance d'un récit nationaliste articulé autour d'une opposition entre la tradition de souveraineté populaire issue des agencements constitutionnels propres à l'Écosse d'une part et, d'autre part, une tradition britannique de souveraineté parlementaire résultant du transfert de pouvoir du roi vers le Parlement lors de la « Glorieuse Révolution¹⁸ de 1688. Se plongeant dans l'histoire écossaise, des auteurs tels qu'Agnes Mure MacKenzie ou Duncan MacNeill

se sont attachés à souligner le contraste entre les structures féodales et hiérarchiques de la société germanique de l'Angleterre et l'organisation horizontale, voire « proto-démocratique », de l'ancienne société celte écossaise. Le système politique écossais reflétait selon eux une tradition plus marquée de coopération entre divers segments de la société, là où la constitution anglaise était fondée sur l'autorité impériale du souverain, d'abord sous la forme du monarque absolu, puis sous celle du pouvoir illimité du Parlement. D'autres auteurs sont allés jusqu'à discerner dans l'illustre Déclaration d'Arbroath (1320) et dans l'œuvre du grand humaniste écossais George Buchanan les prémises d'une vision républicaine des droits de l'homme et une volonté de soumettre le monarque à une obligation contractuelle de servir son peuple. Cette lecture des spécificités de la tradition constitutionnelle écossaise s'est trouvée consolidée par plusieurs batailles juridiques menées par les nationalistes durant les années 1940-50. La première affaire emblématique fut l'invocation par Douglas Young des libertés garanties par les Actes d'Union de 1707 pour contester sa conscription dans l'armée britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale. La seconde affaire, en 1953, vit quant à elle un ancien leader du SNP, John MacCormick, contester le titre de la nouvelle reine en Écosse au motif que l'appellation d'Élisabeth II était une violation du Traité d'Union (puisque la première Élisabeth n'avait pas, techniquement, été reine d'Écosse). Le dossier fut défait en cour d'appel, mais il amena néanmoins le juge-président, Lord Cooper of Culross, à exprimer une appréciation du statut quasi-constitutionnel du Traité d'Union, et donc de son effet potentiellement contraignant sur les décisions du Parlement britannique – tout en soulignant l'impossibilité d'identifier une cour compétente pour trancher une telle matière.

Conjugués aux démonstrations de Georges Davie sur les inclinations démocratiques de la tradition intellectuelle écossaise, ces duels constitution-

¹⁸. La Glorieuse Révolution désigne le renversement du souverain catholique Jacques II et son remplacement par sa fille Mary, protestante, et le mari hollandais de cette dernière, Guillaume d'Orange. Si la révolution elle-même fut courte et peu meurtrière, de nombreuses révoltes pro-Stuart déchirèrent l'Écosse et l'Irlande jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Malgré cette persistance du « jacobitisme », on considère que la Glorieuse Révolution mit fin à un siècle de troubles politiques en confirmant la primauté du Parlement sur la Couronne.

nels ont fourni aux indépendantistes écossais des années 1960-70 une nouvelle batterie d'arguments pour asseoir leur cause. Pour le dire avec les mots de l'un d'entre eux, Stephen Maxwell, « *le remplacement explicite, dans une constitution écossaise, de la doctrine anglaise de la souveraineté parlementaire par la doctrine écossaise de la souveraineté populaire ouvrirait la porte à des possibilités de démocratie populaire bien plus radicales que Westminster ne pourra jamais y consentir.* »¹⁹ Aux yeux des militants nationalistes de la Nouvelle Gauche, le constitutionnalisme démocratique écossais constituait donc un héritage propice à une nouvelle ère de démocratie participative et d'auto-détermination. Il avait aussi le mérite d'offrir une possible voie de sortie à « *la superstructure politique élitiste et hyper-centralisée* » d'un État britannique fossilisé, puisque n'ayant jamais rompu « le compromis historique entre l'aristocratie propriétaire terrienne et une classe naissante de marchands capitalistes. »²⁰ Ces vues ne furent que renforcées par le diagnostic d'anglicisation rampante de la tradition légale écossaise émis dans ces mêmes années par un certain nombre de juristes. À les en croire, cette tradition écossaise se distinguerait par un alliage de droit civil et de « *common law* » et un recours au raisonnement déductif et aux arguments de principe là où la tradition anglaise procède par induction et autorité du précédent, propices au conservatisme. Ces arguments ont permis aux nationalistes de projeter une lecture de l'Écosse plus cosmopolite et plus ouverte aux influences continentales européennes, mais prisonnière de l'insularité juridique britannique. Une Écosse dont la tradition de souveraineté populaire aurait été contrariée par l'Union et par l'enrayement du développement constitutionnel du Royaume-Uni. Et une Écosse capable, contrairement à l'Angleterre voisine, de relever le défi du partage de la souveraineté et de la mutualisation des compétences à l'ère de l'intégration européenne et de la mondialisation.

À partir de la fin des années 1980, le SNP a fait de « L'indépendance en Europe » l'un de ses mots d'ordre, repris année après année dans

ses manifestes électoraux. Alors que les rangs nationalistes écossais (comme ceux du Labour) avaient été traversés par de forts courants eurosceptiques dans les années 1970, l'Acte Unique de 1986 et la Chute du Mur de Berlin en 1989 changèrent la donne. L'époque n'était plus à la recherche de l'aile protectrice des grands états ; un nouvel espace s'ouvrait dans l'ordre international pour l'avènement de nouveaux liens de commerce et de coopération. Au tournant du XXI^e siècle, les nationalistes écossais ont donc adopté avec aplomb et enthousiasme le nouvel argot « post-nationaliste » des élites européennes. L'idée selon laquelle les nations ne disposaient plus, dans le nouveau siècle, que d'une capacité limitée à décider seules de leur destinée économique et politique peut sembler une sérieuse objection au projet d'indépendance écossaise. Au contraire, cette nouvelle donne a permis de consolider la faisabilité pratique de l'horizon indépendantiste. À un premier niveau, les nationalistes se sont attachés à démontrer que nombre de nations de la taille de l'Écosse avaient pu prospérer en se positionnant de manière habile dans le jeu mondialisé. Ici encore, l'exemple de l'Irlande a été une source d'inspiration. Le cas irlandais apportait la preuve que l'appartenance à la Communauté européenne pouvait renforcer le pouvoir des petits États et, de manière encore plus significative, permettre à une ancienne province de l'Empire de se tenir – pour la première fois de son histoire – en position d'égalité avec le Royaume-Uni à la table européenne. Ce point de vue a été défendu par l'ancien *Taoiseach* irlandais Garret FitzGerald lors de deux conférences successives, à l'Université de Stirling en 1989, puis à l'Université d'Édimbourg en 1990 – deux interventions qui ont été abondamment commentées par les nationalistes écossais. FitzGerald y expliqua comment il en était arrivé à « *la conclusion paradoxale que c'était en fusionnant sa souveraineté avec les autres États membres de la Communauté que l'Irlande avait trouvé la justification ex post facto la plus éclatante de son long combat pour gagner son indépendance souveraine.* » Dans cette veine, les nationalistes écossais ont développé une double position, à la fois idéaliste

19. Stephen Maxwell, *Arguing for Independence*, 2012.

20. George Kerevan, "The Case for Yes", in George Kerevan and Alan Cochrane, *Scottish Independence: Yes or No*, Stroud, The History Press, 2014, pp. 17-18.

et stratégique, pour justifier leur adoption des principes de la coopération internationale et du partage de souveraineté : d'une part ils fondaient leurs espoirs dans un ordre européen de paix et de prospérité (à une période où le débat public britannique se déchirait sur la question), et d'autre part ils pouvaient désormais alléguer de ce que l'indépendance ne serait pas « un saut dans le vide », puisque le cadre européen permettrait la préservation des liens sociaux et commerciaux avec le Royaume-Uni. La création du Parlement écossais dévolu en 1999 a donné un poids supplémentaire à cet argument, l'indépendance pouvant dorénavant être conçue comme l'évolution naturelle d'un système de distribution du pouvoir entre Édimbourg, Londres et Bruxelles. Ces modulations de la notion de souveraineté ont, *in fine*, renforcé la crédibilité de la cause indépendantiste, au travers d'une reconnaissance des limites pragmatiques de toute quête d'autonomie dans un contexte d'interdépendance accrue à l'échelle mondiale. C'est notamment Alex Salmond qui s'est fait le chantre de ce recalibrage, allant même jusqu'à se proclamer « post-nationaliste » à plusieurs occasions. Pour Salmond, l'indépendance écossaise impliquerait certes la sortie de l'union de 1707 mais au profit de l'établissement d'autres unions : « *Nous resterons membres de l'Union européenne – mais avec notre propre siège à la grande table, et sans les absurdes et interminables débats de Londres sur le retrait. Nous serons toujours membres de l'OTAN – coopérant avec nos voisins et partenaires en matière de sécurité... Nous prendrons part à une union monétaire avec le reste du Royaume-Uni – mais nous aurons les pleins pouvoirs fiscaux nécessaires à la promotion de l'emploi et de l'investissement, de la justice sociale et de la prospérité. Et nous conserverons la monarchie – faisant de la reine la tête de 17 États indépendants plutôt que de 16. Mais nous adopterons une nouvelle constitution, écrite, et endossée par le peuple, garantissant les droits et libertés, et entérinant l'ancien principe écossais de*

la souveraineté populaire... Il existe une dernière union qui ne dépend pas des choix opérés par les politiciens et les parlements. C'est l'union sociale qui unit tous les peuples de nos îles. Après l'indépendance, nous regarderons encore le X-Factor et East Enders... Nous continuerons de partager des liens de culture, de langue, de commerce, de famille et d'amitié. »

Enfin, les nationalistes écossais ont identifié une ultime dimension aux vertus de l'appartenance européenne, théorisée notamment par Tom Nairn. Lucide sur les passions négatives qui traversent tout mouvement de libération nationale, Nairn a été l'un des premiers à percevoir que l'intégration européenne pouvait offrir un débouché politique capable de canaliser les énergies nationalistes écossaises dans une direction positive. Dans un texte de 1974, intitulé « *The Modern Janus* », Nairn se refuse à distinguer entre plusieurs sortes de nationalisme, « entre le propre et le nauséabond », le progressif et le réactionnaire, le cosmopolite et le chauvin.²¹ À ses yeux, le nationalisme est toujours un Janus à double face, l'une regardant vers l'avant et l'autre vers l'arrière – une idéologie modernisatrice s'attachant à extraire du passé les ressources politiques nécessaires à son devenir. Ainsi Nairn ne s'est pas contenté de souligner le caractère irréaliste des conceptions autarciques de l'indépendance écossaise à l'heure de l'intégration économique. Il était également convaincu que la coopération politique et économique au niveau européen représentait pour l'Écosse le moyen le plus sûr d'échapper à l'hybris nationaliste. Alors que le débat sur l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE faisait rage, dans les années 1970, Tom Nairn s'est donc attaché à débusquer le nationalisme britannique embusqué dans l'euroscpticisme du Labour, affirmant que « *nul destin ne saurait être plus calamiteux que l'isolement national aux prises avec un État britannique incapable de se réformer* ». ²² Quatre décennies plus tard, c'est pourtant le point exact où l'Écosse en est arrivée.

21. Tom Nairn, "The Modern Janus", *New Left Review*, no. 94, 1974, p. 18.

22. Tom Nairn, "The Twilight of the British State", 1977, p. 34.

CONCLUSION ■

De façon un peu provocatrice, on pourrait dire que l'indépendance de l'Écosse n'est pas le but ultime des indépendantistes écossais. De fait, dès les années 1970, certains protagonistes du nationalisme écossais ont endossé une approche « instrumentale » de l'indépendance en la réinterprétant comme la route la plus sûre vers le bien-être collectif de la nation écossaise. Cette position a été réaffirmée par Nicola Sturgeon dans un important discours à la veille du premier référendum sur l'indépendance en 2014. Dans ce discours intitulé « *Bringing The Powers Home To Build A Better Nation* », Sturgeon établit une distinction entre nationalisme « existentiel » et nationalisme « utilitaire » : « *le premier conçoit l'indépendance comme un droit découlant du simple fait que nous soyons une nation ; le second la voit comme un outil au service d'une meilleure société.* » Dans la vision de la Première Ministre écossaise, l'indépendance est donc avant tout le moyen de répondre aux aspirations des Écossais en matière de démocratie et de justice sociale (les deux étant liés, puisque la seconde ne peut advenir qu'à travers l'exercice de la volonté démocratique du peuple écossais). C'est ce même récit qu'ont déployé les responsables du SNP pendant la campagne électorale du printemps 2021. L'alternative qu'ils ont présentée aux électeurs écossais – soit la Grande-Bretagne de Boris Johnson et du Brexit soit l'Écosse social-écologique de Nicola Sturgeon – renvoyait avant tout à un choix entre deux ordres « éthico-politiques ». Au message martelé par Downing Street tout au long de la campagne, selon lequel ce n'était « pas le moment » [« *Now is not the time* »], Nicola Sturgeon a opposé que le moment était précisément aux grands choix de société pour construire l'après-Covid : « *les gens parlent de relance comme s'il s'agissait d'un concept neutre. Ce n'est pas le cas. Ce vers quoi nous allons nous relancer dépend entièrement des choix que nous allons faire, et des valeurs qui les sous-tendent.* »²³

La longue marche vers un nouveau référendum pour l'indépendance écossaise ne fait pourtant que commencer. Nicola Sturgeon sait que Boris Johnson y est opposé. C'est pourquoi elle a pris soin de répéter, depuis des mois, qu'une victoire du SNP aux législatives de mai équivaldrait à un mandat explicite du peuple écossais pour la tenue d'un référendum en 2023. Une longue bataille s'annonce, politique mais aussi – ou à nouveau – juridique, puisque Nicola Sturgeon a clairement dit qu'elle était prête plaider sa cause en justice si Boris Johnson persistait à dénier « la volonté démocratique du peuple écossais ». Londres joue gros dans cette crise : le départ de l'Écosse verrait en effet le Royaume-Uni perdre 8 % de sa population, un tiers de sa masse terrestre, et une bonne partie de son prestige et de ses couleurs (à commencer, très concrètement, par celles de son drapeau, qui se verrait amputé de la croix de Saint André). Il n'est cependant pas aisé pour les Tories de trouver les bons remparts face aux demandes d'auto-détermination écossaises – *a fortiori* au lendemain d'une campagne anti-européenne menée tambour battant au son du « *Take back control !* ». Les Conservateurs britanniques ont longtemps traité le nationalisme écossais avec condescendance ; ils ont été pris de court par la première victoire écrasante du SNP, en 2011, lorsque les nationalistes ont remporté 69 sièges à Holyrood ; et ils se trouvent aujourd'hui en mal d'arguments pour convaincre les Écossais du bien-fondé de l'union britannique. La stratégie choisie par Boris Johnson, qui lui a été soufflée par le think tank conservateur « *Policy Exchange* »²⁴, est celle d'un « unionisme militant » [« *muscular unionism* »]. Pondéreuse en symboles, la démarche s'est traduite notamment par l'adoption du titre de « *Ministre de l'Union* » par Johnson, en sus de celui de Premier Ministre et par la création d'un « *comité gouvernemental pour la mise en œuvre de la politique d'union* », présidé par Michael Gove. Plus substantiellement, cette stratégie comprend surtout un grand plan de construction d'infrastructures – estampillées du sceau du Union Jack – dont Downing

23. Sam Knight, « *Nicola Sturgeon's Quest for Scottish Independence* », *The New Yorker*, 3 mai 2021.

24. Jack Airey, Gabriel Elefteriu, Sir Stephen Laws, Warwick Lightfoot, Benedict McAleenan, Rupert Reid and Jan Zeber. *Modernising the United Kingdom. Unleashing the power of the Union – ideas for new leadership*, Policy Exchange, 2019.

Street espère qu'il contribue à réparer l'image de l'Union aux yeux de la population écossaise. Sans relever l'ironie de la situation, il semble que le gouvernement britannique en soit venu à émuler l'Union européenne dans son souci d'agrémenter chaque nouvelle route ou pont d'un panneau créditant l'État britannique pour sa générosité. Cette politique n'est pas sans rappeler celle qui fut mise en œuvre en son temps par Gerald Balfour en Irlande, et qui est restée dans la mémoire collective irlandaise comme une tentative pour « tuer l'autonomie par la largesse » [« *killing home rule with kindness* »]. Quand bien même le conservatisme de Boris Johnson se distingue-t-il de celui de David Cameron et de Margaret Thatcher par un interventionnisme nettement plus marqué dans le champ économique, il apparaît douteux que cet nouvel activisme de Downing Street suffise à dévier la course des indépendantistes écossais.

Depuis le référendum de 2016, le SNP a clairement affiché sa volonté de voir l'Écosse indépendante réintégrer l'Union européenne. La menace juridique brandie par Londres est donc un sérieux caillou dans la chaussure de Nicola Sturgeon. Échaudés par le précédent catalan, les nationalistes écossais savent qu'un référendum « illégal » – *i.e.* non reconnu par Londres – a peu de chances d'être accepté par Bruxelles. Mais le Brexit a surtout pour effet de placer les Écos-

sais devant un choix cornélien. Depuis la fin des années 1990 la crédibilité du projet indépendantiste a largement été construite, nous l'avons dit, sur l'idée que la sortie de l'Union britannique n'altérerait pas fondamentalement les liens économiques et commerciaux de l'Écosse avec le reste du Royaume-Uni. Or la situation est bien différente à l'heure où le Royaume-Uni a quitté à la fois le Marché Commun et l'union douanière européenne. L'Écosse se trouve ainsi sommée de choisir l'une des deux unions, étant entendu qu'une étude récente de la L.S.E. a estimé que la sortie du Royaume-Uni serait deux à trois fois plus dommageable pour l'économie écossaise que le Brexit ne l'a été.²⁵ En dépit de ce nouvel obstacle, de taille, l'Écosse continue de cultiver les liens avec le continent européen, planifiant même une offensive de charme diplomatique à Bruxelles et dans les capitales européennes au lendemain de l'élection de mai. Quelle que soit l'issue du drame politique en cours, il convient de souligner l'immense paradoxe d'un Brexit conduit au nom d'un renforcement de l'Union britannique, et qui aura surtout eu pour conséquence de creuser les fractures avec deux des quatre nations constitutives de cette Union, à savoir l'Écosse et l'Irlande du Nord. Comme nous l'avons observé dans la conclusion de notre étude sur la frontière irlandaise, une ruse de l'histoire peut en cacher une autre. ■

Directeur de la publication : Sébastien Maillard ■ La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source ■ Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) ■ L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution ■ Version originale ■ © Institut Jacques Delors

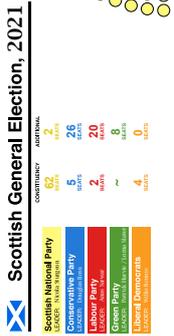
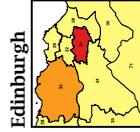
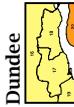


L'Europe pour les citoyens



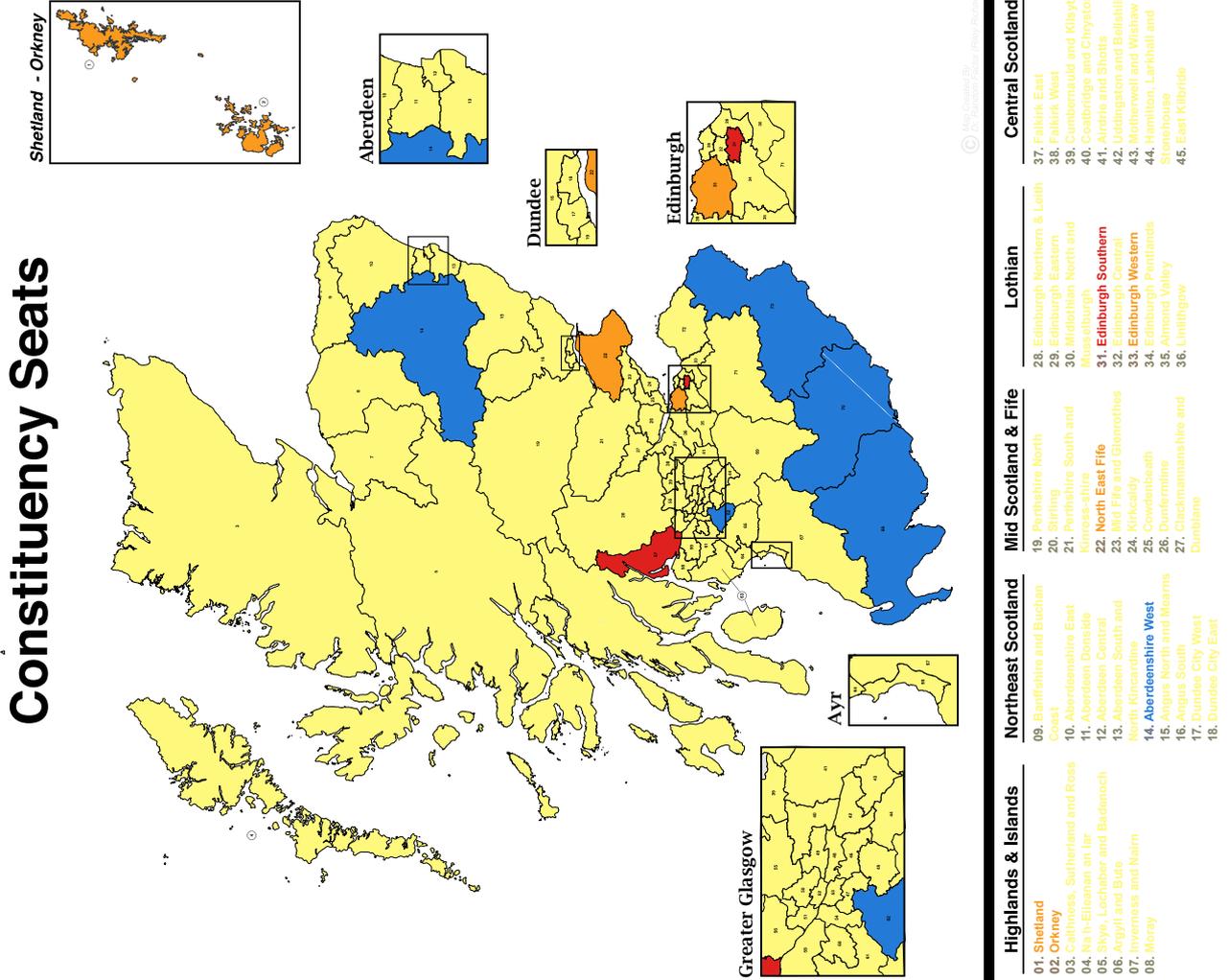
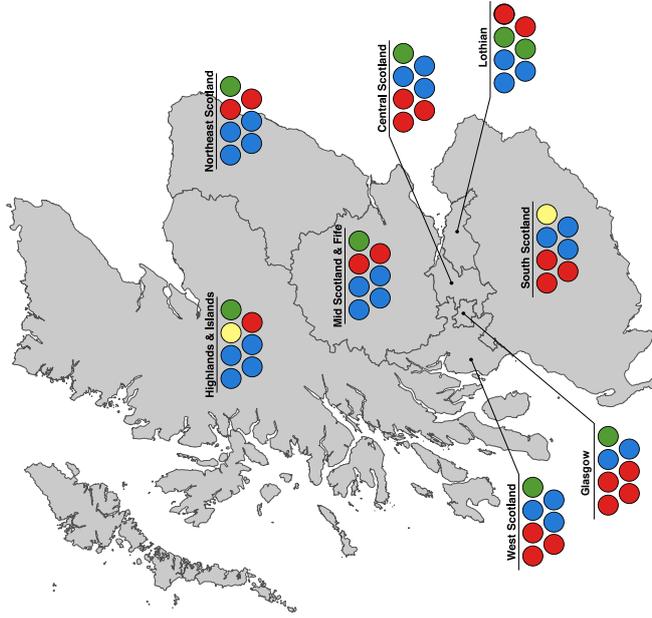
²⁵. Hanwei Huang, Thomas Sampson, Patrick Schneider, "Scottish independence would be 2-3 times more costly than Brexit, and rejoining the EU won't make up the difference", LSE, 4 février 2021.

Constituency Seats



ELECTION RESULT
Scottish National Party
 MINORITY Government

Additional Member Seats



- | Region | Constituency Seats | Additional Member Seats |
|---------------------|--|---|
| Highlands & Islands | 01. Shetland
02. Orkney
03. Caithness, Sutherland and Ross
04. Na h-Eileanan Siar
05. Sìye, Lochabar and Badenoch
06. Argyll and Bute
07. Inverness and Nairn
08. Moray | Highlands & Islands: 4 seats (2 Labour, 2 SNP) |
| Northeast Scotland | 09. Banffshire and Buchan Coast
10. Aberdeenshire East
11. Aberdeen Doniside
12. Aberdeen Central
13. Aberdeen South and North Kincardine
14. Aberdeenshire West | North East Scotland: 10 seats (2 Labour, 2 SNP) |
| North East Scotland | 15. Angus North and Mearns
16. Angus South
17. Dundee City West
18. Dundee City East | North East Scotland: 10 seats (2 Labour, 2 SNP) |
| North Scotland | 19. Perthshire North
20. Stirling
21. Perthshire South and Kinross-shire
22. North East Fife
23. Mid Fife and Glenrothes
24. Kirkcaldy
25. Cowdenbeath
26. Dunfermline
27. Clackmannanshire and Dunblane | Mid Scotland & Fife: 19 seats (2 Labour, 2 SNP) |
| West Scotland | 28. Edinburgh Northern & Leith
29. Edinburgh Eastern
30. Midlothian North and Musselburgh
31. Edinburgh Southern
32. Edinburgh Central
33. Edinburgh Western
34. Edinburgh Pentlands
35. Almond Valley
36. Linlithgow | West Scotland: 14 seats (2 Labour, 2 SNP) |
| Central Scotland | 37. Falkirk East
38. Falkirk West
39. Cumbernauld and Kilsyth
40. Coatbridge and Shotts
41. Airdrie and Shotts
42. Uddingston and Bellshill
43. Motherwell and Wishaw
44. Hamilton, Larkhall and Strathouse
45. East Kilbride | Central Scotland: 14 seats (2 Labour, 2 SNP) |
| Lothian | 46. Rutherglen
47. Glasgow Cathcart
48. Glasgow Shettleston
49. Glasgow Provan
50. Glasgow Maryhill and Springburn
51. Glasgow Anniesland
52. Glasgow Kelvin
53. Glasgow Southside
54. Glasgow Pollok | Glasgow: 10 seats (2 Labour, 2 SNP) |
| South Scotland | 55. Strathkelvin and Bearsden
56. Clydebank and Milngavie
57. Dumbarton
58. Greenock and Inverclyde
59. Renfrewshire North and West
60. Paisley
61. Renfrewshire South
62. Eastwood
63. Cumbernauld North
64. Cumbernauld South | South Scotland: 10 seats (2 Labour, 2 SNP) |